

tivité économique mondiale, de sorte que les nations pauvres auraient une part plus équitable de cette croissance. Tel est, à notre avis, l'essentiel d'une politique lucide que le Canada devrait adopter dans le cadre d'une nouvelle stratégie globale de développement international.

Mes collègues et moi-même croyons qu'un certain nombre de changements importants s'imposent dans les activités de notre principal instrument de commerce international, l'ACDI. L'ACDI dispose maintenant d'un budget annuel de plus d'un milliard et l'agence ne reçoit tout simplement pas le genre de direction administrative ou ministérielle qu'il lui faut. Pour commencer, et nous espérons que ce sera fait immédiatement, il faudrait effectuer une étude indépendante de la gestion de l'ACDI. J'insiste sur le fait qu'il faudrait que ce soit une étude indépendante.

● (1702)

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Nous pensons aussi que le gouvernement devrait très sérieusement songer à l'énorme amélioration que connaîtrait l'ACDI si elle était confiée à un ministre qui coordonnerait les programmes d'aide, commerciaux et monétaires, rendrait compte au Parlement de ses activités et y ferait participer les gens en plus grand nombre. On note avec une certaine ironie à la Chambre que nous avons un ministre chargé de la santé et du sport amateur (M<sup>me</sup> Campagnolo) mais pas de ministre responsable d'une agence qui dépense plus d'un milliard de dollars par an d'une façon qui a suscité la controverse chez les Canadiens, y compris ceux qui connaissent bien et comprennent les besoins du développement international.

Nous pensons aussi qu'il faudrait modifier le droit fiscal canadien et prendre d'autres mesures pour encourager les compagnies canadiennes à participer au commerce international et à former des consortiums pour aider à développer les économies des pays du tiers-monde. Nous estimons en revanche que l'industrie canadienne retirerait d'énormes avantages de tels risques.

Il y a plusieurs autres questions dont j'aimerais traiter. Comme tous les députés, nous, de ce côté-ci, nous réjouissons de la courageuse mission de paix qu'a entreprise le président Sadate en se rendant en Israël et nous suivons avec un optimisme prudent les discussions qui se déroulent au Caire entre l'Égypte et les représentants d'Israël. Les événements semblent se succéder rapidement et le premier ministre Begin a semblé content de la réception qu'il a reçue à Washington en fin de semaine. Il se dirige maintenant vers le Caire où il aura des entretiens avec le président Sadate et je suis certain que tous les députés lui souhaitent beaucoup de succès dans ces négociations critiques qui semblent se dérouler dans un climat qui laisse véritablement espérer le règlement d'une paix raisonnable, qui tiennent compte de tous les facteurs critiques dans une région complexe mais fondamentalement importante du Moyen-Orient.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Comme le ministre, j'aimerais maintenant parler de l'Afrique du Sud. Les députés savent que notre parti s'est constamment opposé à l'apartheid le considérant comme une grave violation des droits de l'homme. Dans l'intérêt de l'éga-

### *Affaires extérieures*

lité des chances de succès en Afrique du Sud et de la paix et de la sécurité sur le continent africain, nous croyons que le gouvernement de l'Afrique du Sud devrait adopter une politique d'égalité de droits et de liberté politique pour tous, indépendamment de leur couleur.

On peut faire beaucoup en Afrique du Sud et dans les autres pays du sud de l'Afrique pour apporter des réformes par des moyens pacifiques. La plupart des habitants de cette région du monde veulent obtenir la liberté et l'égalité en faisant évoluer le régime et non par la révolution. Selon nous, il est essentiel que l'Afrique du Sud trouve elle-même les solutions à ses problèmes. Néanmoins, le monde libre doit continuer à exprimer son désir de justice et de sécurité pour cette région troublée.

A cet égard, je suis tout à fait d'accord avec certaines des mesures annoncées aujourd'hui par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et je les appuie en principe. Nous devons cependant examiner attentivement la portée de ces mesures. Il a signalé qu'il était en train de supprimer graduellement certaines activités, et je pense bien qu'il a dit «certaines», de supprimer certaines activités commerciales, dis-je, parrainées par le gouvernement en Afrique du Sud. Il a dit «toutes», mais il a ensuite précisé qu'il faisait exception pour les bureaux du gouvernement à Pretoria.

**M. Jamieson:** Il s'agit de notre ambassade.

**M. Clark:** Ce qui n'est donc pas commercial. Je remercie le ministre de cette mise au point. Il importe que nous sachions exactement quelles répercussions aura cette mesure et le ministre voudra certainement nous donner tous les détails de ces activités. Nous aimerions aussi savoir quelles seront les conséquences de tout changement apporté aux mesures préférentielles pour les pays du Commonwealth dont il a parlé dans son discours. Nous tenons notamment à bien nous assurer que toute conséquence défavorable de ces mesures ne touchera pas davantage les noirs de l'Afrique du Sud. A notre avis, ce serait une façon tout à fait malheureuse d'aborder la politique du Canada, comme le ministre en conviendra certainement. Nous tenons donc à réfléchir sérieusement à toute mesure de ce genre.

En ce qui concerne le Namibie, si je ne m'abuse, le gouvernement s'est engagé à faire enquête sur la portée des activités canadiennes dans la région. Selon mon parti, une telle enquête est plus qu'opportune et nous ne pouvons qu'appuyer la décision du gouvernement. A cet égard aussi, nous aimerions obtenir des détails sur toute mesure envisagée par le gouvernement. Si j'ai bien compris, le ministre a parlé d'établir un code d'éthique pour les compagnies canadiennes qui ont des activités en Namibie. Il a indiqué que le gouvernement entamerait des négociations poussées avec les compagnies en cause afin de garantir, dans une certaine mesure, que le code soit réaliste.

Avec cette réserve, et les autres que j'ai formulées, particulièrement concernant les répercussions des engagements qui ont été pris ici aujourd'hui—surtout à l'endroit des noirs de cette partie du globe—nous accueillons favorablement et nous appuyons dans son ensemble l'initiative qui vient d'être annoncée aujourd'hui par le secrétaire d'État.